



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 7 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 février 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, M. BODIN, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. INOCENCIO à Mme MERCHADOU, Mme BERTHIOT à Mme HIMPENS, Mme QUERAL à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. J.M CASTETS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

14 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR POUR L'UTILISATION ET LA LOCATION DE LA SALLE LIVERNEUF - MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le conseil municipal a adopté le règlement intérieur pour l'utilisation et la location de la salle Liverneuf dans l'enceinte de la Citadelle, par délibération du 21 décembre 2001 et modifié par délibération du 05 mai 2008.

Dans le cadre de l'organisation de certaines manifestations, une association ou tout autre organisme est susceptible d'utiliser divers salles et bâtiments de la Citadelle dont la salle Liverneuf.

Aujourd'hui, ce type de demande fait l'objet de 2 procédures distinctes : une pour la salle Liverneuf et une pour les autres sites.

Dans un souci de simplification et de lisibilité, il est proposé au conseil municipal d'apporter la précision suivante à ce règlement :

« Lorsque la salle est louée avec d'autres bâtiments de la Citadelle lors de manifestations et après accord de la Ville, une convention d'utilisation sera rédigée pour l'ensemble des sites ».

La commission n°2 (Culture - Associations Culturelles - Manifestation) s'est réunie le 25 janvier 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 09/02/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20170207-46481-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK